



Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM)

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
04/11/23-52 AONO/MINSANTE/SG/CIPM/2026 DU 13 FEV 2026
POUR LE GARDIENNAGE DE CERTAINS BATIMENTS DU MINISTERE DE
LA SANTE PUBLIQUE AU TITRE DE L'EXERCICE 2026

1. Objet de l'Appel d'Offres

Le présent Avis d'Appel d'Offres a pour objet le recrutement d'une Société de Gardiennage pour la surveillance de certains bâtiments du Ministère de la Santé Publique au titre de l'exercice 2026.

2. Consistance des prestations

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres portent sur le gardiennage des bâtiments relevant du patrimoine du Ministère de la Santé publique et concerne particulièrement les bâtiments tel que décliné dans le tableau ci-dessous.

N°	Désignation des bâtiments	Effectif de jours	Effectif de nuits	Total
1	Bâtiment principal	7	6	13
2	Ancien bâtiment (DLMEP)	3	3	6
3	Hygiène mobile	5	5	10
4	Service Matériel	2	2	4
5	Bâtiment PEV	3	3	6
6	Immeuble de la DEP	2	3	5
7	Bâtiment de l'O.N.S.P / DPML / DPS	4	5	9
8	Ecole des infirmiers Yaoundé	2	3	5
9	Comité National de lutte contre le Cancer	1	2	3
10	Centre de Coordination des Opérations d'Urgence de Santé Publique	2	2	4
11	CMA Aéroport Inter de Yaoundé Nsimalen	2	3	5
12	Bâtiment CTN CSU	1	1	2
13	Bâtiment PNLT	2	3	5
14	Magasin d'ETOA	1	2	3
Total		37	43	80

3. Tranches /Allotissement

Au présent appel d'offres comporte un (01) seul lot.

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel du présent Avis d'Appel d'Offres est de deux cent millions (200 000 000) de francs CFA.

5. Délai(s) prévisionnel(s)

Les délais d'exécution prévus par le Maître d'ouvrage pour la réalisation des prestations est de douze (12) mois calendaire.

Ce délai court à compter de la date de notification de l'ordre de service de démarrer les prestations.

6. Participation et origine

La participation à au présent appel d'offres est ouverte à une Société de Gardiennage de droit camerounais, agréées, et ayant des compétences avérées dans le domaine.

7. Financement

Les prestations objet du présent Avis d'Appel d'Offres sont financées par le budget du Ministère de la Santé Publique au titre de l'exercice 2026 sur la ligne d'imputation budgétaire n° 60 40 414 0 35000022 0133 361720

8. Mode de soumission

Le mode de soumission retenu pour cette consultation est exclusivement en ligne.

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives, un cautionnement de soumission timbrée, acquittée à la main accompagnée du récépissé délivré par la caisse de dépôt et de consignation (CDEC).

Ce cautionnement doit être établi par une institution financière de premier ordre agréée par le Ministre chargé des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics et dont la liste figure dans la pièce 14 du DAO dont le montant s'élève à quatre millions (4.000.000) Francs CFA.

Elle devra être valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date initiale de validité des offres. Pour le soumissionnaire adjudicataire du Marché, ce cautionnement sera libéré après constitution du cautionnement définitif.

L'absence et/ou la non-conformité de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances, entraînera le rejet pur et simple de l'offre. Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du dossier d'appel d'offres

Le dossier physique peut être consulté gratuitement aux services des Marchés Publics du MINSANTE, sis au rez-de-chaussée de l'immeuble abritant les services de la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique à proximité de la croix rouge (téléphone/fax 222 22 10 21) dès publication du présent avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses

<http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du dossier d'appel d'offres

La version physique du dossier d'appel d'offres peut être obtenue au secrétariat du Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au rez-de-chaussée de l'immeuble abritant les services de la Division des Etudes et des Projets (DEP) du Ministère de la Santé Publique à proximité de la croix rouge (téléphone/fax 222 22 10 21) dès publication du présent avis, sur présentation de l'original de la quittance de versement au trésor public de la somme non remboursable des frais d'achat du DAO de cent cinquante mille (150.000) francs CFA.

La copie de ladite quittance sera déposée au lieu du retrait du dossier d'appel d'offres et portera les coordonnées du soumissionnaire.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie physique ou électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Les offres rédigées en français ou en anglais et en sept (07) exemplaires dont un (01) original et six (06) copies marquées comme tels, devront être déposées, au Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au rez de chaussée de l'immeuble abritant les services de la Division des Etudes et des Projets (DEP), du Ministère de la Santé Publique à proximité de la croix rouge au plus tard le 19/03/2026 à 13 heures, heure locale. Elles seront présentées sous pli fermé et devront porter la mention :

13- Recevabilité des plis

Les pièces administratives, l'offre technique et l'offre financière doivent être placées dans des enveloppes différentes séparées et remises sous pli scellé.

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage:

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,
- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- Les plis sans indication de l'identité de la Consultation ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission
- Le non-respect du nombre d'exemplaires indiqué dans le RPAO ou offre uniquement en copies ;

14- Ouverture des plis

L'ouverture des plis (pièces administratives, pièces techniques et financières) se fera en un (01) temps, aura lieu le 19/03/2026 à 14 heures précises, par la Commission Interne de Passation des Marchés Publics du MINSANTE sis au premier étage de l'immeuble de la santé, situé à proximité de l'immeuble abritant les services de la Division des Etudes et des Projets (DEP).

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement

Particulier de la Consultation. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'avis d'appel d'offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordée par la Commission, l'offre sera rejetée.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du dossier d'appel d'offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission délivrée par un organisme ou une institution financière de première catégorie agréée par le Ministre en charge des finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du dossier d'appel d'offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

15- Critères d'évaluation

Ils comprennent les critères éliminatoires et les critères essentiels définis ainsi qu'il suit :

15.1 Critères éliminatoires

Il s'agit notamment :

- Absence ou non-conformité de la caution de soumission timbrée et acquittée à la main à l'ouverture des plis ;
- Dossier administratif incomplet ou pièces administratives non – conformes après épuisement du délai réglementaire de 48 heures accordé pour la fourniture d'une pièce concernée ;
- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou falsification des pièces ;
- Equipe technique incomplète ;
- Note technique inférieure à 80% de points ;
- Absence d'un décret d'agrément
- Absence d'une déclaration sur l'honneur de n'avoir pas abandonné une prestation similaire durant les trois (03) dernières années
- Absence de la lettre de soumission.
- Absence de la charte d'intégrité
- Absence de la déclaration d'engagement sociale et environnementale
- CDEC
- Absence de l'autorisation ou agrément de l'activité de gardiennage
- Absence de la déclaration sur l'honneur.

15.2. Critères essentiels

L'évaluation des offres techniques sera sur la base des critères essentiels ci-dessous :

1	Qualifications et compétence des personnels pour la mission
2	Expérience / Référence du Consultant
3	Moyen Techniques et Matériels
4	Conformité du plan de travail et de la méthode proposée aux TDR
5	Présentation du dossier de soumission
	Total

16- Attribution

Le Maitre d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire ayant présenté une offre remplissant les critères de qualification technique et financière requises et dont l'offre est évaluée la moins-disante.

17- Durée de validité des offres

Le soumissionnaire reste engagé par son offre pendant 90 jours à partir de la date limite fixée pour la remise des offres.

18- Renseignements complémentaires

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables au Service des Marchés Publics du MINSANTE sis au rez de chaussée de l'immeuble abritant les services de la Division des Etudes et des Projets (DEP), du Ministère de la Santé Publique, ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <http://www.marchespublics.cm> et <http://www.publiccontracts.cm>.

19- Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au numéro 1517, l'Autorité chargée des Marchés Publics (MINMAP) (SMS ou appel) aux numéros : (+237) 673 20 57 25 et 699 37 07 48.

Copies:

- MINMAP
- ARMP (JDMD)
- Président CIPM /Minsante
- ARCHIVES
- SOPECAM (pour publication)
- Affichage chrono

Fait à Yaoundé le 13 FEV 2026



Dr. Manasuda Matakhe

**OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER UNDER IN EMERGENCY
PROCURE**
01/13-52 /ONIT / MINSANTE/SG/CIPM/2026 OF 13 FEB 2026
**TO HIRE A SECURITY COMPANY FOR THE SURVEILLANCE OF CERTAIN
BUILDINGS OF THE MINISTRY OF PUBLIC HEALTH FOR THE 2026
FINANCIAL YEAR**

1. Subject of the Invitation to Tender

The purpose this Invitation to Tender is to hire a security company for the surveillance of certain buildings of the Ministry of Public Health for the 2026 financial year.

2. Nature of services

The services covered by this Invitation to Tender relate to the security of buildings belonging to the Ministry of Public Health and particularly the buildings listed in the table below.

No.	Description of buildings	Number of days	Night shift staff	Total
1	Main building	7	6	13
2	Former building (DLMEP)	3	3	6
3	Hygiene mobile	5	5	10
4	Equipment Service	2	2	4
5	EPI Building	3	3	6
6	DEP Building	2	3	5
7	NPHO/DPML/DPS Building	4	5	9
8	Yaounde School of Nursing	2	3	5
9	National Cancer Control Committee	1	2	3
10	Public Health Emergency Operations Coordination Center	2	2	4
11	Yaoundé Nsimalen International Airport MHC	2	3	5
12	UHC NTC Building	1	1	2
13	PNLT Building	2	3	5
14	ETOA Warehouse	1	2	3
Total		37	43	80

3. Installments / Lots

This tender shall be one (01) single lot.

4. Estimated cost

The estimated cost of this Invitation to Tender is two hundred million (FCFA 200,000,000).

5. Estimated timeframe(s)

The execution period stipulated by the Project Owner for the completion of the services is twelve (12) calendar months.

This period begins from the date of notification of the service order to start the services.

6. Participation and origin

Participation in this tender is open to Cameroonian security companies that are licensed and have proven expertise in the field.

7. Funding

The services covered by this Invitation to Tender shall be financed by the budget of the Ministry of Public Health for the 2026 financial year under budgetary line No. 60 40 414 0 35000022 0133 361720.

Bid submission

Bid submission shall be online.

8. Bid bond

Each bidder must attach to their administrative documents a bid bond stamped and paid by hand, issued by an organization or financial institution approved by the Minister in charge of finance to issue bonds in the field of public contracts and whose list appears in document 14 of the tender documents, the amount stands at four million (FCFA 4,000,000).

It must remain valid for up to thirty (30) days beyond the initial validity date of the bids. For the successful bidder, this guarantee will be released after the final guarantee has been established.

The absence and/or non-compliance of the bid bond issued by a first-class bank or a first-category financial institution authorized by the Ministry of Finance will result in the outright rejection of the bid. A bid bond submitted but unrelated to the relevant tender will be considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session shall be rejected.

9. Consultation of the tender documents

The physical file can be consulted free of charge at the public contract service of the MOH, located on the ground floor of the building housing the services of the Studies and Projects Division (DEP) of the Ministry of Public Health near the Cameroon Red Cross (Telephone/fax 222 22 10 21) from the date of publication of this notice.

It can also be consulted online on the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> on the ARMP website (www.armp.cm).

10. Acquisition of the Tender file

The physical copy of the tender file can be obtained from the secretariat of the Public Contract Service of MOH located on the ground floor of the building housing the services of the Studies and Projects Division (DEP) of the Ministry of Public Health near the Cameroon Red Cross (telephone/fax 222 22 10 21) upon publication of this notice, and upon presentation of the original receipt of payment to the public treasury of the non-refundable sum of one hundred and fifty thousand (FCFA 150,000) for the purchase of the tender documents.

A copy of the said receipt will be deposited at the place where the tender file was collected and shall bear the contact details of the bidder.

It shall also possible to obtain the electronic version of the tender documents by free download from the addresses indicated above. However, submission in physical or electronic form is conditional upon payment of the tender file purchase fee.

11. Submission of bids

Each bid shall be drafted in French or English.

Bids must be submitted exclusively via the COLEPS platform at <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm> no later than 1:00 p.m. local time on 7 January 2026. A backup copy of the bid, saved on a USB drive, must be submitted in a sealed envelope clearly labelled "Backup Copy" in addition to the tender reference number, within the specified deadline. It shall bear the label:

FILE SIZE AND FORMAT

For online submissions, the maximum capacity of files that will be transmitted through the platform and constitute the bidder's offer are as follows:

- ✓ 5MB for the Administrative bid;
- ✓ 15 MB for the Technical bid;
- ✓ 5MB for the Financial bid.

The following formats are accepted:

- ✓ PDF formats for text documents;
- ✓ JPEG for images.

The candidate shall ensure that compression software is used in order to reduce the size of the files to be transmitted if necessary.

12. Admissibility of bids

The administrative documents, the technical bid and the financial bid must be put in separate envelopes and submitted in a sealed envelope.

The following will be deemed inadmissible by the Project Owner:

- Envelopes bearing information on the identity of the bidders,
- Submissions received after the deadlines for submission.
- Envelopes without indication of the identity of the Consultation;
- Envelopes not conforming to the submission method
- Failure to comply with the number of copies indicated in the Special Tenders Regulation or providing only copies;

13. Opening of the bids

The opening of the bids (administrative, technical and financial bids) will take place in one (01) phase, on 19/03/2026 at 2 p.m. prompt, by the Internal Tenders Board of the MOH located on the first floor of *Immueble Sante*, situated near the building housing the services of the Studies and Projects Division (DEP).

Only bidders may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice, even in the case of a group of companies.

Under penalty of rejection, the required administrative documents must be submitted in original form or as certified copies by the issuing service or the competent administrative authority, in accordance with the provisions of the Specific Tenders

Regulations. They must be less than three (3) months old from the original date of submission of the bids or have been established after the date of signature of the call for tenders.

In the event of absence or non-compliance of a document in the administrative file when the bids are opened after a period of 48 hours granted by the board, the bid will be rejected.

Any incomplete bid, in accordance with the tender file, will be declared inadmissible. Particularly, the absence of a bid bond issued by a first-category financial institution or organization authorized by the Minister of Finance to issue bonds in the field of public contract, or failure to comply with the models for the tender documents, will result in the outright rejection of the bids without recourse.

A bid bond submitted but unrelated to the tender in question is considered absent. A bid bond presented by a bidder during the bid opening session is inadmissible.

15. Evaluation criteria

They include the elimination criteria and the essential criteria defined as follows:

15.1 Elimination criteria

These include:

- Absence or non-compliance of the bid bond stamped and paid by hand and accompanied by the receipt from the *Caisse de Dépôt et de Consignation*;
- Incomplete administrative file or non-compliant administrative documents after the regulatory period of 48 hours granted for the provision of a document concerned has expired;
- False statements, fraudulent maneuvers or falsification of documents;
- Incomplete technical team;
- Technical score below 80% of points;
- Lack of the authorization to carry out security guard activity;
- Failure to provide a sworn statement that they have not abandoned a similar service during the last three (03) years
- Absence of the integrity charter
- Absence of the social and environmental commitment statement;
- Absence of the bidder's declaration on honour attesting that he has not abandoned a contract in the last five (05) years and is not on the list of defaulting service providers established annually by the ARMP.

15.2. Essential criteria

The evaluation of technical bids will be based on the essential criteria below:

1	Qualifications and competence of personnel for the mission
2	Consultant Experience / References
3	Technical Resources and Equipment
4	Compliance of the work plan and proposed method with the Terms of Reference
5	Presentation of tender file
	Total

16. Contract award

The Contracting Authority shall award the contract to the bidder who submitted a bid meeting the required technical and financial qualification criteria and whose bid is evaluated as the lowest bid.

17. Bids validity period

The bidder shall remain bound by their bid for a period of 90 days from the deadline set for the submission of bids.

18. Further information

Further information can be obtained during working hours at the Public contract service of the Ministry of Public Health, located on the ground floor of the building housing the Studies and Projects Division (DEP) of the Ministry of Public Health, or online on the COLEPS platform at the following addresses: <http://www.marchespublics.cm> and <http://www.publiccontracts.cm>.

19. Fight against corruption and bad practices

To report any practices, facts or acts of corruption, please call CONAC at 1517, the Public Contract Authority (MINMAP) (SMS or call) at the following numbers: (+237) 673 20 57 25 and 699 37 07 48.

Copies to:

- MINMAP
- ARMP (contract journal)
- President CIPM-MOH
- ARCHIVES
- SOPECAM (for publication)
- Posting /records

Done in Yaounde on 13 FEB 2026



Dr. Manasuda Malachie